

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

14 JUIN 2011

Proposition de loi modifiant diverses dispositions relatives au droit des mineurs d'être entendus par le juge

AMENDEMENTS

N° 11 DE M. **DELPÉRÉE** ET CONSORTS

Art. 2/2 (nouveau)

Insérer un article 2/2 rédigé comme suit :

« Art. 2/2. Dans la section 7/1, insérée par l'article 2/1, il est inséré un article 1004/1 rédigé comme suit :

« Art. 1004/1. § 1^{er}. Tout mineur a le droit d'être entendu par un juge dans les matières relatives à l'autorité parentale, au droit d'hébergement ainsi qu'au droit aux relations personnelles. Il a le droit de refuser d'être entendu.

§ 2. Le mineur de moins de douze ans est entendu à sa demande, à la demande des parties, du ministère public ou d'office par le juge. Le juge peut, par décision motivée par les circonstances de la cause, refuser d'entendre le mineur de moins de douze ans, sauf lorsque la demande émane de ce dernier ou du ministère public. La décision de refus n'est pas susceptible de recours. Si, après l'avoir entendu, le juge estime que le mineur n'a pas le discernement

Voir:

Documents du Sénat :

5-115 - SE 2010 :

N° 1 : Proposition de loi de Mmes de Bethune et Taelman.

5-115 - 2010/2011 :

N° 2 : Amendements.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2010-2011

14 JUNI 2011

Wetsvoorstel tot wijziging van verschillende bepalingen over het recht van minderjarigen om door de rechter te worden gehoord

AMENDEMENTEN

Nr. 11 VAN DE HEER **DELPÉRÉE** C.S.

Art. 2/2 (nieuw)

Een artikel 2/2 (nieuw) invoegen, luidende :

« Art. 2/2. In afdeling 7/1, ingevoegd bij artikel 2/1, wordt een artikel 1004/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 1004/1. § 1. Elke minderjarige heeft het recht gehoord te worden door een rechter inzake ouderlijk gezag, recht op huisvesting en recht op persoonlijke relaties. Hij heeft het recht om te weigeren gehoord te worden.

§ 2. De minderjarige die jonger is dan 12 jaar wordt gehoord op zijn verzoek, op verzoek van de partijen, van het openbaar ministerie of, ambtshalve, van de rechter. De rechter kan, middels een door de omstandigheden van de zaak gemotiveerde beslissing, weigeren de minderjarige die jonger is dan twaalf te horen, behalve wanneer dat verzoek van deze laatste of van het openbaar ministerie uitgaat. Tegen die beslissing van weigering kan geen rechtsmiddel

Zie:

Stukken van de Senaat :

5-115 - BZ 2010 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel van de dames de Bethune en Taelman.

5-115 - 2010/2011 :

Nr. 2 : Amendementen.

nécessaire, il l'indique dans le rapport d'entretien. Si, après l'avoir entendu, le juge estime que le mineur n'a pas le discernement nécessaire, il l'indique dans le rapport d'entretien.

§ 3. Le mineur qui a atteint l'âge de douze ans est informé par le juge, le cas échéant aux adresses de chacun de ses parents, de son droit à être entendu conformément à l'article 1004/2. Un formulaire de réponse est joint à cette information.

§ 4. Si le mineur a déjà été entendu au cours de la procédure ou dans une instance précédente, même devant un autre tribunal, le juge peut ne pas accéder à la demande si aucun élément nouveau ne justifie une audition.

§ 5. Lorsque le mineur souhaite être assisté par un avocat, une copie de la demande est envoyée à celui-ci s'il a fait choix d'un avocat ou au bâtonnier en vue de la désignation d'un avocat conformément à l'article 508/26.

§ 6. Le juge entend le mineur en un lieu qu'il considère comme approprié. À moins que le juge n'y déroge par une décision motivée, l'entretien a lieu hors la présence de quiconque sauf, le cas échéant, la présence de l'avocat du mineur.

Le rapport de l'entretien est joint au dossier de la procédure. Il relate les dires du mineur. Le mineur est informé que les parties pourront prendre connaissance du rapport. Il lui en est fait lecture.

Le rapport n'est signé ni par le mineur, ni par son avocat. Si au cours de l'entretien, le juge estime que le mineur manque de discernement, il l'indique dans le rapport.

Les frais occasionnés par l'entretien sont, le cas échéant, partagés entre les parties.

§ 7. L'entretien avec le mineur ne lui confère pas la qualité de partie à la procédure.

Les opinions du mineur sont prises en considération compte tenu de son âge et de son degré de maturité. » »

Justification

Le but de l'entretien avec le mineur est de permettre à ce dernier d'exercer son droit à être entendu dans les causes qui concernent l'autorité parentale, le droit d'hébergement et le droit aux relations personnelles (articles 22bis de la Constitution et 12 de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant). Par ailleurs, l'entretien doit permettre au magistrat de cerner au mieux

worden aangewend. Als de rechter, na het horen van de minderjarige, vaststelt dat deze laatste niet over het nodige onderscheidingsvermogen beschikt, maakt hij daar melding van in het verslag van het onderhoud.

§ 3. De minderjarige die twaalf jaar oud is, wordt door de rechter ingelicht, in voorkomend geval, op het adres van elk van zijn ouders, over zijn recht om gehoord te worden in overeenstemming met artikel 1004/2. Bij die informatie wordt een antwoordformulier gevoegd.

§ 4. Indien de minderjarige in de loop van de rechtspleging of in een vorige aanleg reeds is gehoord, zelfs voor een andere rechtbank, is de rechter niet verplicht op het verzoek in te gaan, indien er geen nieuw element is dat een verhoor rechtvaardigt.

§ 5. Wanneer de minderjarige wenst te worden bijgestaan door een advocaat, wordt een afschrift van het verzoek aan die advocaat gezonden indien hij een advocaat heeft gekozen, of aan de stafhouder met het oog op de aanwijzing van een advocaat overeenkomstig artikel 508/26.

§ 6. De rechter hoort de minderjarige op een plaats die deze laatste geschikt acht. Tenzij de rechter hier middels een gemotiveerde beslissing van afwijkt, vindt het onderhoud plaats buiten de aanwezigheid van wie ook, uitgezonderd, in voorkomend geval, de advocaat van de minderjarige.

Het verslag van het onderhoud wordt bij het dossier van de rechtspleging gevoegd. Het verslag geeft weer wat de minderjarige heeft gezegd. De minderjarige wordt geïnformeerd over het feit dat de partijen er kennis van kunnen nemen. Het verslag wordt aan hem voorgelezen.

Het verslag wordt noch door de minderjarige, noch door zijn advocaat ondertekend. Indien de rechter tijdens het onderhoud vaststelt dat de minderjarige niet over het nodige onderscheidingsvermogen beschikt, maakt hij hiervan melding in het verslag.

De kosten verbonden aan het onderhoud worden, in voorkomend geval, over de partijen verdeeld.

§ 7. Het onderhoud met de minderjarige heeft niet tot gevolg dat hij partij in het geding wordt.

Aan de mening van de minderjarige wordt passend belang gehecht in overeenstemming met zijn leeftijd en maturiteit. » »

Verantwoording

Het doel van het onderhoud met de minderjarige is deze laatste in staat te stellen zijn recht om gehoord te worden uit te oefenen in zaken betreffende het ouderlijk gezag, het recht op huisvesting en het recht op persoonlijke relaties (artikelen 22bis van de Grondwet en 12 van het Internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind). Bovendien stelt het de magistratuur in staat het belang van het

l'intérêt de l'enfant, au vu des réponses que celui-ci donnera aux questions périphériques relatives à son mode de vie, à son vécu et à la qualité de ses relations avec l'un et l'autre de ses parents.

À aucun moment, le mineur ne doit avoir l'impression d'être partie prenante au processus décisionnel, « sous peine de faire naître en lui un sentiment à la fois de culpabilité à l'égard du parent fragilisé par une décision judiciaire qui rejette sa demande, et de solidarité avec l'autre parent qui en quelque sorte devrait lui être redevable d'avoir pris son parti » (1).

Aujourd'hui, deux systèmes coexistent selon que la procédure civile se déroule devant le tribunal de la jeunesse ou devant le Président du tribunal de première instance statuant en référé. Dans le premier cas, l'entretien avec le mineur de plus de douze ans est systématique. Dans le second cas, il ne l'est pas.

Aucun des deux systèmes n'est satisfaisant dès lors qu'un entretien automatique n'est pas toujours justifié, mais que l'absence d'automatisme au civil a parfois pour effet de rendre impossible en pratique un entretien qui se révélerait utile (absence d'information, non connaissance de cette possibilité par le mineur, ...).

L'auteur de l'amendement souhaite adopter un système intermédiaire permettant de bénéficier des avantages de chaque système, sans en subir les inconvénients.

À cet effet, le présent amendement prévoit que, dans les litiges familiaux civils relatifs à l'autorité parentale, au droit d'hébergement ou au droit aux relations personnelles, tout enfant mineur de plus de douze ans sera automatiquement informé de la possibilité d'être entendu par le juge ainsi que de la possibilité de refuser d'être entendu s'il ne le souhaite pas.

Le juge fera parvenir au mineur un courrier dont le modèle sera établi par arrêté royal, aux adresses de chacun de ses deux parents afin de s'assurer qu'il a bien été touché par cette information. Un formulaire sera joint, de manière à permettre au mineur de répondre facilement au juge quant à sa volonté ou non d'être entendu.

Le mineur de moins de douze ans, pour sa part, sera entendu à sa demande, à la demande des parties, du ministère public ou d'office par le juge. Le juge pourra refuser la demande si elle émane des parties ou du ministère public. En revanche, il ne pourra pas la refuser si elle émane du mineur lui-même, sauf si le mineur a déjà été entendu au cours de la procédure ou dans une instance précédente et si aucun élément nouveau ne justifie un entretien. Il n'y a pas lieu de prévoir de recours contre le refus : le mineur ne peut ester en justice et les parties ne peuvent intervenir dans cette demande. De manière générale, le juge pourra indiquer dans le rapport de l'entretien qu'il estime que le mineur n'a pas le discernement nécessaire.

Le nouvel article décrit la manière dont l'entretien doit se dérouler : celui-ci a lieu, sauf motivation du juge, en présence du seul mineur et éventuellement de son avocat.

kind beter te onderscheiden, op basis van de antwoorden die het kind geeft op vragen met betrekking tot zijn levenswijze, zijn voorgeschiedenis en de kwaliteit van zijn relatie met beide ouders.

De minderjarige mag op geen enkel moment de indruk krijgen dat hij actief deelneemt aan het beslissingsproces, « omdat dan het risico bestaat dat hij zich schuldig gaat voelen tegenover de ouder die kwetsbaar wordt door een rechterlijke beslissing die zijn verzoek verwerpt en solidair met de andere ouder, die hem in zekere zin verschuldigd is dat de minderjarige voor hem partij heeft gekozen. » (1)

Momenteel bestaan de twee systemen naast elkaar, naargelang de burgerlijke procedure zich voor de jeugdrechtbank afspeelt of voor de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, rechtsprekend in kortgeding. In het eerste geval wordt de minderjarige ouder dan 12 jaar systematisch gehoord, in het tweede geval niet.

Geen van beide systemen voldoet, aangezien een automatisch onderhoud niet altijd verantwoord is, maar het ontbreken van dit automatisch karakter in de burgerlijke rechtspraak heeft soms als gevolg dat een onderhoud dat wel nuttig zou zijn in de praktijk onmogelijk wordt gemaakt (te weinig informatie, de minderjarige is niet op de hoogte van deze mogelijkheid, ...).

De indiener van dit amendement zou een tussenvorm willen invoeren, waarbij van de voordelen van beide systemen wordt geprofiteerd zonder dat men er de nadelen van ondergaat.

Het amendement bepaalt dus dat bij familierechtelijke geschillen met een burgerlijk karakter betreffende het ouderlijk gezag, het recht op huisvesting of het recht op persoonlijke relaties, elke minderjarige ouder dan 12 jaar automatisch zal worden geïnformeerd over de mogelijkheid te worden gehoord door de rechter en de mogelijkheid om dit te weigeren.

De rechter zal de minderjarige een oproepingsbericht sturen waarvan het model bij koninklijk besluit wordt vastgesteld, op het adres van elk van beide ouders om er zeker van te zijn dat hij die informatie ontvangt. Er zal een formulier worden bijgevoegd zodat de minderjarige de rechter gemakkelijk kan laten weten of hij al dan niet wil worden gehoord.

De minderjarige jonger dan twaalf jaar wordt gehoord als hij daarom verzoekt, of op verzoek van de partijen, van het openbaar ministerie of, ambtshalve, van de rechter. De rechter kan het verzoek weigeren als het uitgaat van de partijen of het openbaar ministerie. Hij kan daarentegen niet weigeren als het verzoek uitgaat van de minderjarige zelf, behalve als de minderjarige al werd gehoord in de loop van de rechtspleging of in een vorige aanleg en als er geen nieuw element is dat een verhoor rechtvaardigt. Tegen de weigering kan geen rechtsmiddel worden aangewend : de minderjarige kan niet in rechte optreden en de partijen hebben hier geen zeggenschap in. Als de rechter heeft vastgesteld dat de minderjarige niet over het nodige onderscheidingsvermogen beschikt, kan hij daar melding van maken in het verslag van het onderhoud.

Het nieuwe artikel beschrijft de manier waarop het onderhoud dient te verlopen : mits motivering van de rechter, vindt het onderhoud alleen met de minderjarige plaats en, in voorkomend geval, de advocaat van de minderjarige.

(1) Massager, N., « Chronique de jurisprudence : droit des personnes et des familles (1999-2004) », *Les dossiers du JT*, Larcier, Bruxelles, 2005, p. 583.

(1) Massager, N., « Chronique de jurisprudence : droit des personnes et des familles (1999-2004) », *Les dossiers du JT*, Larcier, Bruxelles, 2005, blz. 583.

Un rapport de l'entretien est rédigé par le magistrat, qui informe le mineur que ce rapport sera communiqué aux parents. Pour assurer la sécurité du mineur, le magistrat décide ce qu'il consigne dans le rapport.

Le rapport d'entretien est déposé au greffe, où il pourra être consulté par les parties. Celles-ci ont également le droit d'en prendre une copie. La situation actuelle, qui interdit la copie, est en effet restée lettre morte, puisque les parties recopient intégralement au greffe le compte-rendu de l'entretien. Par ailleurs, cette possibilité d'obtenir une copie confère la possibilité aux parties de faire valoir leurs observations par l'intermédiaire de conclusions et donc, de respecter le principe du contradictoire.

Bien entendu, le juge ne prend en considération les éléments de l'entretien avec le mineur qu'en fonction de son âge et de sa capacité de discernement, ainsi que des autres éléments du dossier (rapports d'expertise, enquête sociale, ...). Il informe le mineur que l'avis de celui-ci n'emportera pas la décision du magistrat.

En aucun cas, le mineur ne peut être considéré comme partie à la cause.

N° 12 DE M. DELPÉRÉE ET CONSORTS

Art. 2/3 (nouveau)

Insérer un article 2/3 rédigé comme suit :

« Art 2/3. Dans la même section 7/1, insérée par l'article 2/1, il est inséré un article 1004/2 rédigé comme suit :

« Art. 1004/2. Le Roi établit le modèle de formulaire d'information au mineur. Le formulaire mentionne le droit d'être entendu par le juge, la manière dont l'entretien se déroule, le droit de demander un avocat conformément à l'article 508/26 ainsi que la manière d'accepter ou refuser l'entretien. » »

Justification

Le formulaire d'information au mineur est rédigé par le Roi afin d'uniformiser les pratiques des différents arrondissements. Un formulaire de réponse, également établi par arrêté royal, est joint à l'information de manière à permettre au mineur de se manifester facilement.

N° 13 DE M. DELPÉRÉE ET CONSORTS

Art. 7 (nouveau)

Insérer un article 7 rédigé comme suit :

« Art. 7. Dans le chapitre IX du même Code, inséré par l'article 6, il est inséré un article 508/26 rédigé comme suit :

Een verslag van het onderhoud wordt door de magistraat opgesteld. Deze laatste deelt de minderjarige mee dat zijn ouders in kennis zullen worden gesteld van dit verslag. Om de veiligheid van de minderjarige te waarborgen, zal de rechter beslissen wat er in het verslag wordt opgenomen.

Het verslag van het onderhoud wordt ter griffie neergelegd waar het door de partijen kan worden geraadpleegd. Zij hebben ook het recht er een afschrift van te maken. Het huidige verbod om een afschrift te maken, blijft immers dode letter aangezien de partijen het verslag van het onderhoud integraal overschrijven op de griffie. Bovendien stelt de mogelijkheid om een afschrift te maken de partijen in staat hun opmerkingen te laten gelden via conclusies waardoor het beginsel van de tegenspraak dus wordt gewaarborgd.

De rechter neemt uiteraard de elementen van het onderhoud met de minderjarige enkel in overweging op basis van zijn leeftijd en zijn onderscheidingsvermogen, naast andere elementen van het dossier (expertiseverslagen, maatschappelijk onderzoek enz.). Hij deelt de minderjarige mee dat zijn mening niet noodzakelijk een doorslaggevende invloed zal hebben op de beslissing van de magistraat.

De minderjarige kan in geen geval worden beschouwd als partij in het geding.

Nr. 12 VAN DE HEER DELPÉRÉE C.S.

Art. 2/3 (nieuw)

Een artikel 2/3 (nieuw) invoegen, luidende :

« Art. 2/3. In dezelfde afdeling 7/1, ingevoegd bij artikel 2/1, wordt een artikel 1004/2 ingevoegd, luidende :

« Art. 1004/2. De Koning stelt het model van informatieformulier voor de minderjarige vast. Het formulier vermeldt het recht om gehoord te worden door de rechter, de manier waarop het onderhoud plaatsvindt, het recht om een advocaat te raadplegen overeenkomstig artikel 508/26 en de manier waarop het onderhoud aanvaard of geweigerd wordt. » »

Verantwoording

Het informatieformulier voor de minderjarige wordt door de Koning opgesteld zodat het in alle arrondissementen eenvormig is. Een bij koninklijk besluit opgesteld antwoordformulier wordt bij de informatie gevoegd zodat de minderjarige gemakkelijk kan reageren.

Nr. 13 VAN DE HEER DELPÉRÉE C.S.

Art. 7 (nieuw)

Een artikel 7 (nieuw) invoegen, luidende :

« Art. 7. In hoofdstuk IX van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel 508/26 ingevoegd, luidende :

« Art. 508/26. Sur simple demande, dans le cadre de l'aide juridique de première et de deuxième ligne visée aux articles 508/5 à 508/18, le mineur peut demander à être assisté par un avocat dans toute procédure judiciaire visée à l'article 1004/1, § 1^{er}, ou dans toute procédure administrative le concernant. L'avocat est désigné par le bâtonnier de l'Ordre des Avocats ou par le bureau d'aide juridique, en tenant compte des formations suivies ou de son expérience pratique.

La demande peut aussi être formée par les personnes qui exercent l'autorité parentale, le ministère public ou le juge saisi du litige, à moins que le mineur n'ait renoncé expressément à l'assistance d'un avocat ou ait choisi un autre avocat. ».

Justification

Le mineur a la possibilité de se faire assister par un avocat de son choix ou qui sera désigné par le bâtonnier.

L'assistance d'un conseil permettra au mineur de connaître les enjeux de l'entretien, d'être rassuré par rapport à celle-ci et de poser en outre toutes les questions qui le préoccupent.

Cet avocat ne pourra être l'avocat d'un des parents pour éviter toute opposition d'intérêts. Il est souhaitable qu'il soit spécialement formé dans le domaine du droit de la jeunesse et en général sur la psychologie de l'enfant. Les ordres contrôlent la qualité de cette formation.

Francis DELPÉRÉE.
Inge FAES.
Sabine de BETHUNE.
Zakia KHATTABI.
Christine DEFRAIGNE.
Philippe MAHOUX.
Martine Taelman.

N° 14 DE M. BOUSETTA ET CONSORTS

(Sous-amendement à l'amendement n° 4)

Art. 2/3 (nouveau)

À l'article 1004/2 proposé, insérer un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Le formulaire mentionne que le rapport de l'entretien est joint au dossier de la procédure, que les parties peuvent en prendre connaissance et que le contenu de ce rapport peut être utilisé au cours de ladite procédure. Il est également précisé que, lorsqu'il entend le mineur, le juge n'est pas tenu de se conformer aux demandes formulées par celui-ci. »

Art. 508/26. Op eenvoudig verzoek kan de minderjarige in het kader van de juridische eerste- en tweedelijnsbijstand als bedoeld in de artikelen 508/5 tot 508/18, vragen om bijgestaan te worden door een advocaat in elke gerechtelijke rechtspleging als bedoeld in artikel 1004/1, § 1, of in elke administratieve rechtspleging die hem aangaat. De advocaat wordt aangewezen door de stafhouder van de Orde van Advocaten of door het bureau voor juridische bijstand, waarbij zijn opleidingen of praktijkervaring in aanmerking worden genomen.

Het verzoek kan ook uitgaan van de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen, van het openbaar ministerie of van de rechter voor wie het geschil aanhangig is, behalve wanneer de minderjarige uitdrukkelijk afziet van de bijstand van een advocaat of wanneer hij een andere advocaat kiest. ».

Verantwoording

De minderjarige kan zich laten bijstaan door een advocaat van zijn keuze of een advocaat die hem wordt toegewezen door de stafhouder.

Dankzij de bijstand van een raadsman kan de minderjarige begrijpen waar het om gaat bij het onderhoud, kan hij hierover gerustgesteld worden en kan hij alle vragen stellen die hem bezighouden.

Die advocaat mag niet de advocaat zijn van één van de ouders om belangen tegenstelling te voorkomen. Het is wenselijk dat de advocaat een speciale opleiding in het jeugdrecht heeft genoten en een algemene vorming in kinderpsychologie. De Ordes zien toe op de kwaliteit van die opleiding.

Nr. 14 VAN DE HEER BOUSETTA C.S.

(Subamendement op amendement nr. 4)

Art. 2/3 (nieuw)

In het voorgestelde artikel 1004/2, een tweede lid invoegen, luidende :

« Het formulier vermeldt dat het verslag over het onderhoud bij het dossier van de rechtspleging wordt gevoegd, dat de partijen er kennis kunnen van nemen en dat de inhoud van dit verslag tijdens deze rechtspleging gebruikt kan worden. Er wordt eveneens gepreciseerd dat de rechter bij het horen van de minderjarige niet verplicht is zich te schikken naar de door de minderjarige geformuleerde verzoeken. »

Justification

On ne peut pas inviter un mineur à venir s'exprimer sur une affaire qui le concerne sans le prévenir à l'avance que les parties au procès, — en l'occurrence, généralement, ses parents — peuvent prendre connaissance de ce qu'il a dit et donc, ultérieurement, utiliser ses propos dans le cadre de la procédure pour défendre leurs propres thèses.

Il convient que le mineur soit complètement informé quant à ce avant de prendre la décision d'être entendu par le juge ou pas.

Il faut donc que cette information soit concomitante à l'invitation qui lui est faite, en sorte que le sous-amendement vise à intégrer cette donnée dans le formulaire d'invitation prévu.

De même, dans le cadre d'une information loyale, il convient de rappeler au mineur que le juge va l'entendre, mais qu'il n'a pas à suivre les desiderata du mineur. Il tranche au nom de l'intérêt supérieur de l'enfant, lequel peut s'avérer en contradiction avec les souhaits exprimés par celui-ci.

Il convient que le mineur comprenne que ce n'est pas lui qui prend la décision en faisant état de ses demandes, mais bien le juge qui décidera de ce qui lui est le plus favorable.

Hassan BOUSETTA.
Sabine de BETHUNE.
Christine DEFRAIGNE.
François DELPÉRÉE.
Inge FAES.
Zakia KHATTABI.
Bart TOMMELEIN.

N° 15 DE MME de BETHUNE ET CONSORTS

(Sous-amendement à l'amendement n° 11)

Art. 2/2

Dans l'article 1004/1, § 2, proposé, supprimer la dernière phrase.

Justification

Il s'agit d'une amélioration du texte.

Verantwoording

Men kan een minderjarige niet vragen zich te komen uitspreken over een zaak die hem aanbelangt, zonder hem vooraf mee te delen dat de partijen bij het proces — in dit geval meestal de ouders — kennis kunnen nemen van wat hij heeft gezegd en dus, later, zijn woorden kunnen gebruiken in het kader van het rechtsgeding om hun eigen stellingen te verdedigen.

Het is aangewezen dat de minderjarige hiervan volledig in kennis wordt gesteld vóór hij beslist al dan niet door de rechter te worden gehoord.

Die informatie moet dus samen met de uitnodiging worden verstrekt. Dit subamendement strekt er daarom toe die informatie in het voorziene uitnodigingsformulier op te nemen.

Ook dient de minderjarige, in het kader van eerlijke informatie, eraan te worden herinnerd dat de rechter hem zal horen, maar dat de rechter zich niet dient te schikken naar de desiderata van de minderjarige. Hij neemt een beslissing in het hoger belang van het kind, wat niet noodzakelijk overeenstemt met de wensen van het kind.

De minderjarige moet begrijpen dat de beslissing niet bij hem ligt, ook al maakt hij zijn wensen kenbaar, maar dat het de rechter is die beslist wat het beste is voor de minderjarige.

Nr. 15 VAN MEVROUW de BETHUNE C.S.

(Subamendement op amendement nr. 11)

Art. 2/2

In het voorgestelde artikel 1004/1, § 2, de laatste zin schrappen.

Verantwoording

Verbetering van de tekst.

Sabine de BETHUNE.
Hassan BOUSETTA.
Christine DEFRAIGNE.
Francis DELPÉRÉE.
Inge FAES.
Zakia KHATTABI.
Ahmed LAAOUEJ.
Fatiha SAÏDI.
Bart TOMMELEIN.